

Le rejet des eaux contaminées de Fukushima, nouvelle source de difficultés avec les voisins du Japon

Jean-Yves Colin

N#2023-07

11 juillet 2023

A propos d'Asia Centre:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Le rejet des eaux contaminées de Fukushima, nouvelle source de difficultés avec les voisins du Japon

Jean-Yves Colin

11 Juillet 2023

Le 11 mars 2011, un tremblement de terre au large de la région du Tohoku provoquait un violent tsunami, détruisant les côtes et en partie l'intérieur de la préfecture de Fukushima, et faisant près de 23 500 morts et disparus. Ce tsunami a endommagé très gravement l'usine nucléaire n°1 de Fukushima et a obligé au déplacement de près de 140 000 personnes dans un périmètre de 20 kms autour de cette usine et de 10 kms autour de celle n°2. La fusion des réacteurs se produisit après l'arrêt de leur refroidissement et les débris contaminèrent les eaux de refroidissement. La société d'électricité TEPCO (Tokyo Electric Power Company) a depuis cherché à retirer et traiter ces eaux incorporant un niveau élevé de concentration de produits radioactifs. Elle les a stockées dans des fûts mais ce qu'il est convenu d'appeler les « eaux traitées » comporte toujours du tritium radioactif que le dispositif actuel de traitement ne permet pas d'éliminer en totalité. Ce stockage toujours plus important entraîne une limitation de l'aire qui y est affectée, aujourd'hui saturée à 98 % et probablement à 100 % au plus tôt en février 2024. Tenant compte de cette perspective, le gouvernement japonais et TEPCO ont pris la décision en avril 2021 de relâcher ces eaux traitées à environ 1km des côtes via un tunnel sous-marin dont la construction est terminée et qui comporte des valves d'arrêt en cas de nécessité ; cet équipement a été certifié début juillet.

Ce rejet, envisagé dès l'été mais à une date incertaine, suscite beaucoup d'interrogations des voisins du Japon, notamment en Corée du Sud mais aussi en Chine et chez divers pays de l'Océan Pacifique.

Conscient des difficultés à venir de la part de sa propre population, en particulier des pêcheurs, le gouvernement japonais a évidemment choisi de consulter des experts scientifiques. Il l'a d'abord fait auprès de sa propre instance de contrôle, la NRA (Nuclear Regulation Authority), mais a surtout demandé en juillet 2021 à l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA) une mission spécifique d'évaluation de ce projet de rejet. Celle-ci a publié six rapports relatifs à la sécurité des eaux traitées et mené une enquête globale en mai et juin avant de faire part de son avis final. Rafael Grossi qui dirige l'AIEA est venu au Japon pour en rendre compte ; il y a rencontré le Premier Ministre Kishida Fumio ainsi que notamment les scientifiques, et les associations de pêcheurs et locales. Il est resté 4 jours à Tokyo avant d'en passer 3 à Séoul, puis de se rendre en Nouvelle-Zélande.

Le gouvernement japonais a fixé une limite maximale de 60 000 becquerels par litre de substances radioactives, dont le tritium, mais annonce que ce niveau sera ramené à 1

500 dans le cas du rejet des eaux de l'usine de Fukushima, niveau inférieur à celui de 10 000 fixé par l'Organisation Mondiale de la Santé pour les eaux potables.

Après la fusion du réacteur, la pêche a été interdite puis au fil du temps progressivement autorisée tout en limitant la vente de diverses espèces et en maintenant certaines interdictions. A ce stade, l'activité de pêche est estimée à 20 % de ce qu'elle était avant l'accident nucléaire. Des aides ont été mises en place pour les pêcheurs en vue de soutenir leur rémunération ou de favoriser des reconversions. Des partis d'opposition et associations écologiques et de citoyens relaient les inquiétudes des milieux de la pêche.

À Tokyo, le directeur général de l'AIEA Rafael Grossi a indiqué que « *fondée sur une étude complète, l'AIEA a conclu que l'approche et les activités de l'ALPS (acronyme du dispositif de traitement) sont conformes aux standards internationaux de sécurité* » et que son organisme continuera à communiquer en transparence à toutes les parties prenantes les informations actuelles et scientifiques relatives aux eaux traitées et rejetées. Il s'est engagé à rendre visite aux pays concernés pour en faire part. Enfin, l'AIEA ouvrira un bureau à Fukushima pour surveiller en permanence les rejets.

Par ailleurs, au cours de leurs entretiens du printemps, Kishida Fumio et le Président sud-coréen Yoon Suk-yeol avaient décidé la création d'une mission de scientifiques sud-coréens sur le site de Fukushima pour examiner le point litigieux du rejet des eaux traitées. Cette mission, dont le contenu a été « calé » après plusieurs réunions bilatérales, a été menée en mai par une vingtaine d'experts. Le 26 juin, le premier chef adjoint du Bureau de coordination des politiques gouvernementales, Park Ku-yeon, en a rendu compte fin juin. Il a affirmé que le rejet des eaux traitées est « *l'alternative la plus réaliste* » et qu'il n'y a pas d'autres moyens pour les éliminer, après quatre années d'étude. Il a également indiqué que le gouvernement sud-coréen respecterait la décision finale de l'AIEA en tant qu'autorité compétente en ce domaine et s'entretiendrait avec Rafael Grossi à Séoul, en présence du directeur général de la Commission de sûreté et sécurité nucléaire de Corée du Sud qui a dirigé la mission d'experts à Fukushima. Plus tard, Bang Moon-kyu, directeur de ce même Bureau de coordination, en présence du responsable de cette agence, a réitéré cette confiance gouvernementale en se fondant sur l'analyse in situ des experts coréens et l'enquête de l'AIEA. Dans ses entretiens avec la presse, notamment avec le quotidien JoongAng, Rafael Grossi a qualifié le plan japonais comme étant « *le plus logique* ». En marge de la réunion de l'OTAN en Lituanie - à laquelle ils sont invités comme ils l'étaient à celle de Madrid - le Premier Ministre japonais et le Président sud-coréen doivent évoquer cette question lors d'une réunion bilatérale.

Les précautions techniques et diplomatiques prises par le Japon à l'égard de la Corée du Sud n'ont cependant pas éteint les préventions sud-coréennes. Il est clair que depuis l'accident nucléaire de mars 2011, l'opinion publique est inquiète de ses conséquences sur la qualité des produits agricoles et de la mer japonais, et de ce fait d'un éventuel rejet d'eaux contaminées. Les sondages d'opinion le manifestent (62 %

des personnes interrogées dans une enquête d'opinion en juin se disent « très inquiets » et 16 % « inquiets») mais plus récemment les statistiques douanières sud-coréennes le montrent aussi ; en avril et mai derniers, période à partir de laquelle ce sujet est redevenu d'actualité, les importations de produits de la mer en provenance du Japon ont diminué respectivement de 26 et 30 % par rapport aux mêmes mois de 2022. À son arrivée en Corée du Sud, entre l'aéroport et Séoul, Rafael Grossi a été « accueilli » par une manifestation des opposants au plan japonais. Le responsable du groupe parlementaire du PPP (le Parti du Pouvoir du Peuple) à l'Assemblée Nationale, le parti présidentiel, a indiqué - peut-être de façon précipitée - son intention de faire en sorte que les importations de produits de la mer provenant de Fukushima soient indéfiniment interdites « *jusqu'à ce que les inquiétudes du peuple soient apaisées, que cela prenne 10, 20, 30, 50 ou même 100 ans* ». Le PPP a toutefois accusé le Parti Démocrate (PD) d'opposition de faire peur au peuple. Ce dernier parti a organisé un « *sit-in* » de ses députés en protestation du plan japonais de rejet, veut engager une obstruction parlementaire en ce sens et a organisé une manifestation publique, ces rassemblements n'étant toutefois pas rares dans la vie politique et sociale coréenne ; le PD a annoncé, en soutien, la venue d'une délégation du Parti social-démocrate japonais, qui s'oppose au rejet. Par ailleurs, 10 députés coréens (8 du PD et 2 indépendants) accompagnés de pêcheurs coréens et rejoints par des activistes japonais ont manifesté le 10 juillet à Tokyo devant la résidence du Premier Ministre et la Diète (les deux bâtiments sont proches). Pour le PD, au-delà des inquiétudes de la population, le rejet des eaux traitées est un opportun thème à instrumentaliser dans la perspective des élections législatives de l'année prochaine en vue d'empêcher une victoire du camp conservateur et présidentiel. Le Parti de la Justice, autre parti d'opposition, a également exprimé ses doutes concernant la vie marine.

Cette instrumentalisation n'est pas le fait que des coréens. Dès l'annonce du rapport final de l'AIEA, la Chine par le biais de son ambassadeur à Tokyo, Wu Jianghao, a fait savoir qu'il n'y a pas de précédent de rejet d'eaux contaminées après un accident nucléaire – alors que les rejets d'eaux contaminées sous surveillance de cette agence sont observables par ailleurs – et que celui des eaux de Fukushima n'est donc aucunement comparable à celui d'eaux de refroidissement de réacteurs en fonctionnement. L'ambassadeur a reproché au Japon de ne pas avoir examiné de façon consistante des alternatives et contesté à l'AIEA sa compétence en termes d'évaluation des conséquences environnementales et de santé de ces rejets. Les autorités douanières chinoises ont ensuite annoncé maintenir l'interdiction de produits alimentaires provenant de 10 préfectures japonaises. Le Quotidien du Peuple a souligné que « *le plan du Japon n'est pas une affaire privée du pays, mais un problème majeur qui a un effet sur l'environnement marin mondial et la santé publique* ». En réponse, la presse japonaise, notamment le Yomiuri Shimbun, a fait état de rejets de tritium par des centrales nucléaires chinoises côtières (Qinshan, Ningde, Yangjiang, Hongyanhe) 6.5 fois supérieurs à ceux prévus de Fukushima. La question des rejets est prévue à l'agenda d'une rencontre entre les ministres japonais et chinois des affaires étrangères lors de la réunion de l'Association des nations d'Asie du

Sud-Est.

Enfin, le Forum des Iles du Pacifique présidé par l'ancien Premier Ministre des Iles Cook a aussi exprimé ses craintes à propos de « *la menace potentielle pour la santé et la sécurité du Pacifique Bleu, ses populations et perspectives* ».

Au-delà des aspects scientifiques que soulève le plan japonais de rejet, il est clair qu'il relance des tensions entre le Japon et ses voisins.

Si l'attitude la Chine et de ses autorités n'est sans doute pas de nature à effaroucher Tokyo et n'est guère surprenante dans le contexte des péripéties entre les deux pays et celui de l'Indo-Pacifique, la situation en Corée du Sud est plus délicate et nécessite une vraie attention de la part du Japon. Depuis son accession au pouvoir, le Président Yoon a engagé une politique réaliste et courageuse d'apaisement et de rapprochement avec le Japon. Ce choix n'est pas facile pour lui et son gouvernement. Le PD ne désarme évidemment pas dans son opposition au Président, la thématique antijaponaise ayant toujours été un bon support électoral en Corée du Sud. La décision présidentielle de mise en place d'un dispositif de compensation financière en faveur des coréens victimes du travail obligatoire pour des firmes nippones pendant l'occupation de la péninsule coréenne et la seconde guerre mondiale, est loin de faire l'unanimité dans son pays, tant auprès des travailleurs survivants, de leurs familles et de la population. S'ils flattent le patriotisme coréen, les exercices militaires récents autour des îlots Dokto (Takehima pour les Japonais) contestés entre les deux pays ont naturellement contraint le gouvernement japonais à faire une protestation officielle. Le plan de rejet ajoute à ces difficultés. Le Président Yoon a beaucoup misé sur cette politique qui a éloigné son pays de la Chine et renforcé le lien avec les Etats-Unis. Il a aussi plus à perdre que le Premier Ministre Kishida qui lui a cependant tout intérêt à ne pas isoler son pays de ses voisins asiatiques proches.

Dans le même temps, les deux pays se rapprochent de leurs alliés occidentaux et du Pacifique. En étant présent à la réunion de l'OTAN à Vilnius, le Japon en devient un « partenaire » via le programme ITTP (Individually Tailored Partnership Program). Ce programme prévoit une coopération dans 16 domaines sous une triple caractérisation de capacité, interopérabilité et standardisation, avec nomination d'un ambassadeur japonais auprès de l'OTAN ; la création d'un bureau de liaison de l'OTAN à Tokyo qui n'a pas été approuvée par la France, reste encore en suspens. La Corée du Sud et la Nouvelle Zélande finalisent le même type de partenariat qu'a déjà conclu l'Australie. Ces accords sont en quelque sorte une réponse à l'amitié « sans limite » de la Russie et de la Chine et expliquent les propos courroucés du Conseiller d'Etat Wang Yi lors du récent sommet virtuel Chine-Japon-Corée du Sud : « *peu importe à quel point vous teignez vos cheveux en blond... Jamais vous ne pourrez devenir un occidental* ».